

Questions orales

[Traduction]

M. Hnatyshyn: Monsieur l'Orateur, je crois que la première partie de ma réponse a répondu à cette question supplémentaire.

* * *

[Français]

LA CONSTITUTION

LE TRANSFERT AUX PROVINCES DE JURIDICTION EN MATIÈRE DE MARIAGE ET DE DIVORCE

M. Gilles Marceau (Jonquière): Monsieur le président, ma question s'adresse au ministre de la Justice, mais vu que le sénateur-ministre ne siège pas dans cette Chambre, je l'adresse au ministre d'État chargé des Relations fédérales-provinciales.

Lors de la dernière conférence des premiers ministres, le gouvernement précédent, dans un désir d'accorder une décentralisation des pouvoirs, a consenti à l'unanimité avec les provinces de transmettre les pouvoirs en matière de mariage et de divorce aux provinces; est-ce que le ministre peut dire à la Chambre si son gouvernement a l'intention, à brève échéance, d'accorder ce transfert et d'éliminer ainsi l'éparpillement des juridictions?

L'hon. Bill Jarvis (ministre d'État chargé des Relations fédérales-provinciales): Monsieur l'Orateur, je viens d'assister à Halifax à une conférence avec mes homologues les ministres provinciaux, lesquels ont la responsabilité sur les domaines relatifs à la Constitution à l'étude lundi et mardi. La position de ce gouvernement est la même que celle prise par l'ancien gouvernement. J'ai proposé à Halifax la même position, et je pense que nous sommes presque unanimes à cet effet.

Je pense qu'il y aura une rencontre de quatre ministres en novembre, et j'espère, avant la conférence des premiers ministres, pouvoir régler cette question. Je ne suis pas certain de pouvoir le faire, mais je l'espère.

* * *

LES NARCOTIQUES

ON DEMANDE SI LA POSSESSION DE LA MARIJUANA SERA DÉCRIMINALISÉE

M. Gilles Marceau (Jonquière): Monsieur l'Orateur, vu que le ministre est dans d'aussi excellentes dispositions, j'aimerais lui demander si, au nom de son gouvernement, il entend présenter, dès cet automne, un projet de loi destiné à réduire les peines imposées dans le cas de simple possession de marijuana et un second projet de loi sur la création d'un poste d'ombudsman, et s'il en a examiné les conséquences financières?

L'hon. Bill Jarvis (ministre d'État chargé des Relations fédérales-provinciales): Monsieur l'Orateur, cette loi relève maintenant du ministre de la Justice, lequel consulte actuelle-

[M. Massé.]

ment ses collègues du Cabinet. Je ne suis pas certain si un bill sera présenté au cours de cette session, mais c'est une politique que nous considérons maintenant.

* * *

● (1500)

[Traduction]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA HAUSSE DU TAUX D'INTÉRÊT—L'INCIDENCE SUR LES AGRICULTEURS

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au très honorable premier ministre au sujet du taux de l'usure, qui est passé à 14 p. 100. Le premier ministre sait, je pense, que cette augmentation du taux de l'usure, du taux de l'intérêt, alourdit énormément la dette des exploitants agricoles, et les agriculteurs ont besoin d'argent pour développer leur exploitation, pour acheter du matériel, pour acheter des terrains, et s'ils n'ont pas cet argent nous risquons des pénuries alimentaires.

Je veux demander au premier ministre s'il peut nous donner aujourd'hui l'engagement que son gouvernement n'a pas l'intention de privatiser la Société du crédit agricole, mais au contraire d'élargir son activité pour qu'elle offre aux agriculteurs des prêts à des taux moins élevés?

Le très hon. Joe Clark (premier ministre): Monsieur l'Orateur, nous sommes très désireux d'aider les agriculteurs canadiens, par toutes sortes de moyens que mon gouvernement étudie actuellement, de donner de l'expansion à leurs exploitations et à se mettre dans une situation de sécurité grâce à laquelle ils pourront aider le pays à mettre en valeur cette très réelle ressource que nous avons en qualité de pays producteur d'aliments.

M. Nystrom: Monsieur l'Orateur, le premier ministre apprend très vite les leçons du chef de l'opposition. Je voudrais qu'il réponde à la question. Est-ce qu'il peut s'engager aujourd'hui à ne pas privatiser la Société du crédit agricole, mais plutôt à la développer et à élargir les crédits offerts aux agriculteurs à des taux d'intérêt peu élevés? Peut-il s'engager à ne pas privatiser la Société du crédit agricole?

M. Clark: Monsieur l'Orateur, nous ne projetons absolument pas de privatiser la Société du crédit agricole.

* * *

RECOURS AU RÈGLEMENT

M. PAPROSKI—LOTO-CANADA—ÉCLAIRCISSEMENT AU SUJET D'UNE RÉPONSE FAITE AU COURS DE LA PÉRIODE DES QUESTIONS

L'hon. Steven E. Paproski (ministre d'État chargé de la Santé, du Sport amateur et du Multiculturalisme): Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement au sujet de la question posée par le député de Sherbrooke (M. Pelletier). Elle figure à la page 551 du Hansard d'hier. Cela vient soit d'une difficulté de la traduction de la question supplémentaire, soit de la rapidité avec laquelle le député l'a posée.